

DISCOURS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES
AU SOMMET MONDIAL DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Genève, le 10 décembre 2003

M. le Président Couchepin,
M. le Président Ben Ali,
Monsieur le Secrétaire Général de l'UIT,
Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je tiens à remercier le Gouvernement suisse pour l'appui remarquable qu'il a apporté au Sommet, et je ne pense pas seulement ici à l'accueil chaleureux et à l'efficacité dont la Suisse est coutumière, mais aussi à l'engagement politique résolu qu'elle a pris pour faire de ce Sommet un succès.

Je tiens également à remercier le Secrétaire Général M. Utsumi et le personnel de l'Union Internationale des Télécommunications pour l'esprit d'ouverture dont ils ont fait preuve dans la gestion du processus du Sommet et pour leur efficace collaboration avec l'ensemble du système des Nations Unies.

Mesdames et Messieurs

Nous vivons une époque de mutations rapides. Tout change : notre façon de vivre, d'apprendre, de travailler, de communiquer et de faire des affaires. Ces transformations, nous ne devons pas les subir passivement ; nous devons au contraire être les artisans de notre destinée. La technologie a donné naissance à l'ère de l'information. À nous maintenant d'édifier une société de l'information.

Ce Sommet est unique en son genre : contrairement à la plupart des conférences mondiales, il n'est pas consacré aux menaces qui pèsent sur la planète, mais aux moyens de mieux tirer parti du nouvel atout mondial que sont les technologies de l'information et des communications.

Nul n'ignore le pouvoir extraordinaire de ces technologies.

Qu'il s'agisse de commerce ou de médecine, d'éducation ou de protection de l'environnement, nous avons entre nos mains, dans nos ordinateurs et dans le ciel au-dessus de nous, les moyens d'améliorer les conditions de vie de millions d'êtres humains.

Nous possédons les outils permettant d'accélérer la réalisation des objectifs de développement du Millénaire ; les instruments nécessaires pour faire progresser la cause de la liberté et de la démocratie ; et les vecteurs voulus pour diffuser les connaissances et favoriser la compréhension mutuelle.

La raison d'être de ce Sommet est de trouver comment concrétiser un tel potentiel.

En fait, la fracture numérique est une fracture multiple.

La fracture est technique, étant donné les écarts dans le développement des infrastructures.

Elle existe au niveau du contenu, car une bonne partie de l'information charriée par l'Internet est très éloignée des besoins des populations. Et comme près de 70 % des sites Web utilisent l'anglais, la voix et le point de vue des collectivités locales risquent d'être étouffés.

La fracture existe aussi entre les sexes, les femmes et les filles ayant moins accès aux technologies de l'information que les hommes et les garçons, et ce dans des pays riches comme dans des pays pauvres. En fait, certains pays en développement offrent même aux femmes plus de perspectives dans ce domaine que certains pays développés.

La fracture se retrouve au niveau des échanges. Le commerce électronique permet à certains pays et à certaines sociétés de tisser des liens plus étroits que jamais alors que, pour les autres, le risque de marginalisation s'accroît. Certains experts voient d'ailleurs dans la fracture numérique un des principaux obstacles non tarifaires au commerce mondial.

Et il y a bien sûr tous les autres obstacles et disparités d'ordre social, économique et autre, qui conspirent pour empêcher certains pays de tirer parti des possibilités offertes par les technologies de l'information.

Il n'y a aucune raison de croire que, petit à petit, ces disparités disparaîtront d'elles-mêmes, à mesure que les technologies répandront naturellement leurs bienfaits sur toute l'humanité. Pour qu'une société de l'information ouverte et sans exclusive, qui profite à tout le monde, puisse voir le jour, il faut une détermination sans faille et des investissements suffisants. C'est aux dirigeants réunis ici qu'il appartient de mobiliser la volonté politique nécessaire.

Nous nous tournons aussi vers les hommes et les femmes d'affaires, que j'ai le plaisir de voir très nombreux à ce sommet. L'avenir du secteur des technologies de l'information dépend moins du monde développé, où les marchés sont saturés, que du monde en développement, où des milliards d'individus n'ont pas encore été touchés par la révolution informatique. Les applications de ces technologies, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, pourraient bien donner au secteur le nouvel élan dont il a besoin.

Nous nous tournons en outre vers les représentants de la société civile, qui connaissent bien les espoirs et les craintes des populations locales, qui sont tout à la fois désireuses de participer au grand brassage d'idées et d'informations et inquiètes de perdre leur identité sous la poussée d'une culture mondiale homogénéisée.

Nous nous tournons enfin vers les organes de presse, qui sont à la fois créateurs de contenu et gardiens des libertés. Hier, au Forum mondial des médias électroniques, des professionnels de toutes les régions du monde ont adopté une déclaration dans laquelle ils se sont engagés à agir en faveur du développement et de la cohésion sociale. Encore doivent-ils avoir la liberté de tenir leurs engagements, conformément à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La liberté d'opinion et d'expression est la pierre angulaire du développement, de la démocratie et de la paix, et c'est autour d'elle que doivent s'organiser nos activités futures.

Les technologies de l'information et des communications ne sont pas une panacée, ni une formule magique, mais elles peuvent contribuer à améliorer la vie de tous les habitants de la planète.

Cependant, alors que nous évoquons le pouvoir de ces technologies, il n'est pas inutile de rappeler que c'est l'homme qui en a la maîtrise. Si la technologie façonne l'avenir, ce sont des êtres humains qui créent la technologie et décident de ses usages.

Sachons donc tirer parti des nouvelles technologies, mais restons conscients des vrais enjeux : il s'agit d'instaurer une société de l'information ouverte et dynamique, qui soit à la hauteur des défis sociaux, économiques et politiques de notre temps.

Les technologies de l'ère atomique n'ont rien à voir avec celles de l'ère de l'information. Pourtant, l'observation faite il y a un demi-siècle par l'atomiste américain J. Robert Oppenheimer semble étrangement prémonitoire. Voici ce qu'il a dit :

«L'ouverture de la société, l'accès sans restriction au savoir et l'association spontanée et libre d'hommes soucieux de le faire progresser, c'est ce qui peut permettre à un monde technologique vaste, complexe, en expansion et en transformation constantes, toujours plus spécialisé et plus pointu, de garder son humanité.»

Nous devons nous souvenir de cela.